**Prendre la défense d'Israël ... mais de quel Israël parlons-nous ?**

***Une contribution critique à l'écriture et à l'action de Monsieur Bernard Gottlieb***

Dans un article personnel, l'auteur de cette contribution avait exprimé son horreur face aux meurtres continus de civils et aux violations systématiques du droit international humanitaire dans la bande de Gaza ( Tageblatt du 16 janvier). Comme on pouvait s'y attendre, une vive réaction ne s'est pas fait attendre sous la plume de Bernard Gottlieb (Tageblatt du 24 janvier). Il n'a pas pu réfuter les horribles crimes de guerre décrits par Israël à Gaza, c'est sans doute pour cette raison qu'il a cherché à discréditer l'auteur. Comme il ne s'agissait pas pour lui d'un débat contradictoire en vue de la recherche de la vérité, il a décliné l'invitation du Tageblatt à un débat argumenté avec l'auteur.

Monsieur Bernard Gottlieb est président de RIAL - *Recherche et information sur l'antisémitisme au Luxembourg* - et publie depuis 2017 des rapports annuels sur l'antisémitisme au Luxembourg. L'engagement contre toutes les formes de racisme est nécessaire et dans l'intérêt de la cohabitation de tous les citoyens dans un ordre social démocratique. Il est important que cet engagement soit soumis à des critères objectifs, qu'il soit conforme à la Charte universelle des droits de l'homme et que ne soit pas détourné à d'autres fins . C'est dans cette optique que le soussigné souhaite aborder ci-après l'intervention de M. Gottlieb, en se limitant à six passages, tous marqués par des guillemets  .

* Monsieur Bernard Gottlieb (BG) écrit : "Le génocide est devenu un slogan". Certes, il faut être prudent avec ce terme. Mais BG doit connaître les chiffres des victimes et l'ampleur des destructions, ainsi que le langage génocidaire des politiciens et des militaires israéliens, et peut-être aussi les nombreux rapports d'organisations de défense des droits de l'homme renommées qui accusent l'armée israélienne de génocide délibéré dans la bande de Gaza (1). Le souci de BG est de minimiser les crimes d'Israël sur  , mais peut-on nier les crimes contre l'humanité ?
* BG écrit "que ces terroristes se battent sans uniforme, se mêlent à la population civile et sont couverts par celle-ci". Il tente ainsi de rejeter la responsabilité des dizaines de milliers de meurtres de civils sur le Hamas, voire sur la population civile elle-même. Cela rappelle dangereusement la rhétorique guerrière de l'ancien ministre de la Défense Yoav Galant, qui qualifiait les habitants de Gaza d'"animaux humains", ou d'un Yitzhak Herzog, président de l'Etat israélien, qui avait déclaré : "C'est toute une nation qui est responsable. Cette rhétorique sur les civils qui ne seraient pas impliqués est absolument fausse... et nous nous battrons jusqu'à ce que nous leur brisions l'échine" (2).
* Sans fournir de preuves, BG écrit qu'il y a "des tunnels terroristes et des centres de commandement sous les hôpitaux ou les écoles" . C'est avec les mêmes mots que les porte-parole de l'armée justifient la destruction généralisée d'hôpitaux et d'écoles dans la bande de Gaza. Or, le droit international humanitaire interdit en toutes circonstances les attaques contre des biens civils tels que les écoles, les hôpitaux ou le personnel médical (3). L'armée israélienne a systématiquement démoli l'ensemble du secteur de la santé à Gaza , tuant au moins 408 travailleurs humanitaires, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS) (4) et Amnesty International. De même, elle a anéanti tout le système éducatif, 96 % des écoles ont été détruites ou endommagées, 745 000 élèves et étudiants n'ont plus de cours depuis un an et demi (5)
* BG qualifie les combattants palestiniens de successeurs des nazis et écrit que les "escadrons de la mort du Hamas" enfument "les personnes sans défense dans leurs maisons" et commettent "des viols, des mutilations et des profanations de cadavres". Il ne fait aucun doute que de graves crimes de guerre ont été commis lors de l'attaque de milices palestiniennes sur le territoire israélien il y a un an et demi, et qu'ils ont été condamnés en conséquence. Mais comment se fait-il qu'un État de droit - comme Israël le prétend - commette des crimes similaires et bien pires encore dans son interminable oppression des Palestiniens ? Chaque vie humaine mérite d'être protégée, mais là où 20 enfants de moins de 14 ans ont été assassinés le 7 octobre en Israël, l'armée israélienne a depuis tué environ 20 000 ( !) enfants dans la bande de Gaza. Des milliers de personnes ont été enlevées, la torture est à l'ordre du jour dans les prisons israéliennes, les violences sexuelles contre les détenus sont avérées, 63 Palestiniens ont péri en détention (6). L'organisation israélienne de défense des droits de l'homme B'Tselem atteste des faits les plus horribles dans son rapport "Bienvenue en enfer - Le système carcéral israélien, un réseau de camps de torture" (7). Le 13 mars 2025, la Commission des droits de l'homme de l'ONU a publié un rapport intitulé "Le recours systématique d'Israël à la violence sexuelle, reproductive et à d'autres formes de violence fondée sur le genre" (8). L'armée israélienne retient, parfois depuis des années, les dépouilles de centaines de Palestiniens tués et empêche les victimes et les survivants de faire leurs adieux dans la dignité ; la Cour suprême israélienne approuve même l'exploitation des dépouilles comme moyen de pression politique (9). Comment BG qualifie-t-elle ces méthodes ?
* "Comment un pays dont les voisins veulent son anéantissement peut-il agir ?" demande BG. C'est une stratégie courante d'Israël et de ses soutiens que de se présenter dans le rôle de la victime. Le fait est qu'Israël est la seule puissance nucléaire de la région et bénéficie du soutien militaire inconditionnel des Etats-Unis, qu'il déstabilise et bombarde ses voisins depuis des années et qu'il occupe des territoires étrangers en violation du droit international. En Cisjordanie également, l'armée israélienne, main dans la main avec les colons, détruit des maisons et des routes, tue et déplace des personnes dans l'intention déclarée de s'approprier l'ensemble du territoire "From the River to the Sea" et d'effacer définitivement la solution des deux Etats. C'est ce que disent ouvertement le programme gouvernemental et la charte du Likoud, c'est ce que dit aussi ouvertement un ministre israélien des finances, Smotrich, un colon qui se qualifie lui-même de "fasciste" et qui parle de "Eretz Israël" (le Grand Israël). En réalité, le gouvernement israélien met tout en œuvre pour anéantir la Palestine par la force brutale. BG le sait également, mais il renverse délibérément les choses. Ce "mécanisme typique d'inversion" - c'est lui qui le dit -, il l'attribue aux autres.
* Lorsqu'il s'agit de prendre la défense d'Israël, BG n'hésite pas à accuser les gens d'avoir des motivations anti-juives. Dans sa contribution, le signataire a dénoncé la guerre d'extermination menée par Israël dans la bande de Gaza, mais n'a certainement pas écrit un mot sur les *juifs*. Néanmoins, BG lance la phrase suivante, difficilement compréhensible : "L'auteur (CG), imbu de sa propre supériorité morale sur toute vie juive, parle de deux poids deux mesures et de double morale des "autres"". BG devrait justement savoir que l'assimilation d'Israël en tant qu'État au judaïsme est une entreprise dangereuse qui contribue à la perception erronée que les juifs seraient responsables des actions de cet État. De même, le terme "des autres" n'apparaît nulle part dans la contribution de CG, mais BG le cite entre guillemets, comme s'il s'agissait d'une citation. Mettre faussement des mots dans la bouche d'une personne est un procédé malhonnête, dont BG se sert malheureusement aussi dans ses rapports annuels RIAL (10) pour délégitimer les critiques des actions d'Israël et les rapprocher de la judéophobie.

L'antisémitisme est la haine ou la discrimination envers les personnes juives parce qu'elles sont juives. Il s'agit d'un délit et doit donc être combattu sans compromis. Mais lorsqu'un État opprime un autre peuple dans le sang depuis des décennies et commet les pires crimes de guerre depuis 18 mois, toute personne vertueuse devrait le condamner, quelle que soit l'identité que cet État se donne. La déshumanisation ne doit pas devenir la norme et le droit international ne doit pas être davantage démantelé. Pourtant, BG invoque régulièrement la définition de l'antisémitisme de l'IHRA pour faire taire de telles voix. Il omet de dire que cette définition est critiquée par d'innombrables juristes renommés, dont 40 organisations juives (11), car elle comporte une confusion voulue et un risque d'abus. Il ne dit pas non plus que le Luxembourg n'a pas accepté les exemples annexés et cités par lui de cette définition de travail, qui visent à mélanger la critique d'Israël et l'antisémitisme, c'est-à-dire "l'antisémitisme lié à Israël".

Une approche tout aussi peu scientifique et assez tendancieuse se retrouve dans les rapports annuels de RIAL, dont de nombreuses pages ressemblent à un pamphlet anti-palestinien ou à un copier-coller du récit israélien. Les brochures sont envoyées de manière ciblée à des responsables politiques, médiatiques ou scolaires, où presque personne ne prend le temps de vérifier les faits réels, mais il se trouve toujours des journalistes ou des politiques pour reproduire les accusations souvent dénigrantes. Ainsi, récemment, un journaliste de la radio 100,7 a associé une ancienne députée à l'antisémitisme sans le moindre début de justification (12). De cette manière, des personnes sont atteintes dans leur honneur et tous les autres citoyens sont avertis, notamment ceux qui tiennent à leur carrière. Les conséquences en sont souvent la censure ou l'autocensure.

BG affirme que "le RIAL n'est pas partie prenante dans ce conflit", mais le lecteur des rapports annuels du RIAL se doute bien que la lutte contre l'antisémitisme est ici détournée pour diffuser un agenda politique. Dans une brochure (13), on trouve même, sur une page entière, des photos de pièces et de sceaux hébraïques vieux de 2000 ans trouvés en Cisjordanie, à côté d'une caricature de deux militants portant un drapeau et une écharpe palestiniens et d'une affiche "Stop Israël", qui sont ridiculisés sous une bulle "Horrible ! Je ne savais pas que l'occupation était si ancienne". Ce n'est pas un secret qu'Israël met souvent l'archéologie au service de sa politique d'occupation (14), mais que vient faire cette page dans un rapport sur les incidents antisémites au Luxembourg ? Cela ne sert pas à lutter contre l'antisémitisme, mais à diffuser une idéologie, celle des colons israéliens et de l'extrême droite qui affirment que cette terre appartient depuis toujours aux Juifs et que les Palestiniens n'ont aucun droit sur elle. Et la volonté de relativiser le droit international et la gravité de l'occupation israélienne de la Palestine.

L'antisémitisme ne doit pas être minimisé, mais malheureusement, l'accusation d'antisémitisme est systématiquement utilisée à mauvais escient, ce qui nuit à l'engagement contre le racisme réel. Le ministre israélien des Affaires étrangères Israël Katz s'est arrogé le droit de calomnier les Nations unies en les qualifiant d'"organisation antisémite", et son pays interdit même l'entrée sur son territoire au secrétaire général de l'ONU Guterres. Le Premier ministre israélien Netanyahu accuse la Cour internationale de justice d'*antisémitisme*. Des accusations similaires sont utilisées pour entraver le travail de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), pourtant si important à l'heure actuelle, bien que son mandat se fonde sur des résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU. Les gouvernants israéliens utilisent la même stratégie pour discréditer les rapports et les cris d'alarme d'organisations de défense des droits de l'homme renommées. La liste des personnalités accusées d'antisémitisme pour avoir eu le courage de critiquer les crimes contre l'humanité d'Israël est tout aussi impressionnante (15) .

Sous la bannière de la lutte contre l'antisémitisme, les manifestations pacifiques ou les conférences qui révèlent les meurtres quotidiens dans la bande de Gaza sont aujourd'hui interdites et des universités renommées voient leurs subventions supprimées. Les mesures répressives sont également dirigées contre les juifs critiques (16). Aux Etats-Unis et en Allemagne, des personnes risquent d'être arrêtées, voire expulsées, malgré leur titre de séjour, pour avoir manifesté pacifiquement. Lorsqu'il s'agit d'Israël, les piliers de la démocratie libérale - comme le droit de protester et la liberté académique - sont jetés par-dessus bord. "The greatest threat to freedom of speech in Western countries is Israel and its supporters, a threat to democracy", formule sans détour le politologue américain J. Mearsheimer.

En ces temps où l'occupation israélienne se transforme en annexion, où le gouvernement d'extrême droite devient de plus en plus répressif, non seulement envers les Palestiniens, mais aussi envers sa propre population juive privilégiée, où Israël trouve ses plus proches alliés dans les idéologies d'extrême droite et racistes en Europe et dans le monde, où la Cour internationale de justice a déclaré plausible la plainte pour "génocide" de l'Afrique du Sud et où la Cour pénale internationale a lancé des mandats d'arrêt contre le Premier ministre israélien et son ex-ministre de la Défense pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre, on a envie de demander à BG à quel État et à quelles frontières il fait référence lorsqu'il prend inconditionnellement la défense d'Israël, en s'arrogeant le droit de porter atteinte à la réputation d'autres citoyens.

Claude Grégoire

1. Les rapports d'*Amnesty International, Human Rights Watch,* la *Fédération internationale des droits de l'homme* ou *Médecins sans frontières (MSF)* et *Oxfam* concluant au génocide peuvent être consultés en ligne.
2. Le langage du génocide, citations de politiciens et de militaires israéliens <https://senderfreiespalaestina.de/pdfs/die-sprache-des-voelkermords-c.pdf>
3. Droit international humanitaire/ Comité international de la Croix-Rouge <https://www.icrc.org/de/document/humanitaeres-voelkerrecht-haeufige-fragen-genfer-konventionen>
4. Volker Türk a qualifié la destruction des hôpitaux de "catastrophe pour les droits de l'homme[" https://news.un.org/en/story/2025/01/1158741](https://news.un.org/en/story/2025/01/1158741)
5. L'éducation en ruine : les enfants de Gaza perdent leur droit à l'apprentissage/ CNN <https://edition.cnn.com/interactive/2025/03/middleeast/gaza-education-children-schools/index.html>
6. 62 prisonniers politiques palestiniens tués dans les prisons israéliennes depuis octobre 2023

<https://www.france-palestine.org/62-prisonniers-politiques-palestiniens-tues-dans-les-prisons-israeliennes>

1. Welcome to Hell, the Israeli Prison System as a Network of Torture Camps - B['Tselem https://www.btselem](https://www.btselem.org/publications/202408_welcome_to_hell)
2. "More than a human can bear" : L'utilisation systématique par Israël de la violence sexuelle, reproductive et d'autres formes de violence fondée sur le genre depuis octobre 2023 - Commission du Bureau des droits de l'homme des Nations unies

<https://www.ohchr.org/en/press-releases/2025/03/more-human-can-bear-israels-systematic-use-sexual-reproductive-and-other>

1. La Cour suprême israélienne réitère la politique de confiscation des corps des citoyens palestiniens - Adalah

<https://www.adalah.org/en/content/view/11211>

1. Dans le rapport annuel 2019 de RIAL, par exemple, BG place des citations inventées entre guillemets
2. 40 groupes juifs du monde entier s'opposent à l'assimilation de l'antisémitisme à la critique d'Israël

<https://imemc.org/article/jvp-40-jewish-groups-worldwide-oppose-equating-anti-semitism-with-criticism-of-israel>

1. Ainsi, Jeff Schinkers diffame sans fondement Nathalie Oberweis dans le cadre de la discussion de "Toutes les vies de Théo vun der Nathalie Azoulai" sur la radio 100,7
2. Rapport RIAL sur l'antisémitisme au Luxembourg 2018, page 104
3. Creuser la terre-patrie - Une histoire de l'archéologie en Palestine-Israël, 2023, par l'historienne Chloé Rosner

<https://www.nonfiction.fr/article-12066-larcheologie-juive-au-service-du-projet-sioniste.htm>

1. Noam Chomsky, Judith Butler, Edgar Morin, Pascal Boniface, Pierre Bourdieu, Charles Enderlin, Dominique de Villepin, José Bové, Francesca Albanese, Ken Loach, Jeremy Corbin, Bernie Sanders, Hugo Chavez, Jean-Luc Mélenchon, Brian Eno, Roger Waters, Charles de Gaulle, etc. etc.
2. Iris Hefets, membre du conseil d'administration de la Voix juive pour une paix juste au Proche-Orient, a été arrêtée à Berlin et accusée d'incitation à la haine parce qu'elle portait une pancarte sur laquelle était écrit : "En tant que juive et Israélienne, je dis stop au génocide". Il est pourtant clair, au plus tard depuis la décision de la Cour internationale de justice, qu'il existe des indices "plausibles" d'un génocide.